

Démobilisation de 112 enfants soldats au Burundi

PANA, 07/04/2009 Bujumbura, Burundi - Le directoire politique pour le processus de paix au Burundi - une structure qui assiste la médiation sud-africaine dans le conflit burundais - s'est félicité, mardi, de la démobilisation de 112 ex- enfants soldats des rangs des Forces de libération nationale (FNL, rébellion). Cette structure tentaculaire comprend des représentants des Nations unies, de l'Union africaine (UA), de l'Union européenne (UE), ainsi que des diplomates de la Tanzanie et de l'Ouganda, deux pays assurant respectivement la présidence et la vice-présidence de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi.

"Avec l'appui financier de la France et de l'Espagne, les 112 enfants sont actuellement hébergés au centre de démobilisation de Gitega, une province du centre du Burundi, où le processus de leur prise en charge est en cours", indique un communiqué du directoire politique parvenu mardi à la PANA. Les enfants recevront tout l'appui psychosocial, médical et matériel nécessaire en vue de leur retour dans les familles et communautés d'origine, poursuit le communiqué. "Le directoire politique saisit cette occasion pour féliciter le gouvernement du Burundi, la direction des FNL, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres membres de la communauté internationale qui ont contribué à franchir cette première et très encourageante étape pour la libération de tous les enfants associés au mouvement rebelle et de leur réintégration avec les familles respectives", souligne en substance le texte du communiqué. Le directoire politique demande, en outre, à la direction des FNL et au gouvernement du Burundi de "poursuivre leur collaboration et de ne ménager aucun effort en vue d'une libération immédiate et inconditionnelle des autres enfants dans le respect intégral des conventions sur les droits des enfants et des autres normes internationales pertinentes", conclut le communiqué. Un processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des combattants adultes dans une nouvelle vie socioprofessionnelle est également en cours dans le cadre de la mise en application effective d'un accord global de cessez-le-feu liant le dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays à l'État burundais depuis bientôt 3 ans.